

FRONTIÈRES ALGÉRO-LIBYENNES

L'ANP en alerte maximum

Une alerte maximum a été décrétée aux frontières avec la Libye où des frappes aériennes contre les positions de Daesh pourraient avoir lieu dans les tout prochains jours. Sur le plan militaire, les préparatifs s'intensifient mais les dispositions spéciales ont été également élargies à d'autres secteurs comme celui de la santé, en prévision des conséquences de cette situation.

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - Selon des sources bien au fait du dossier, les structures sanitaires de toutes les zones limitrophes avec la Libye ont été ou seront (pour celles qui n'ont pas encore été concernées) étoffées en personnel et en moyens matériels pour parer à un éventuel

afflux de Libyens fuyant les bombardements. La tâche n'est pas aussi simple qu'elle peut cependant le paraître compte tenu de la faible représentativité des structures de santé à travers toutes ces régions bien isolées pour la plupart. Ce qui contraint le ministère de la Santé à

mettre en alerte le personnel des wilayas limitrophes.

Tout ceci se déroule à l'heure où les autorités militaires algériennes multiplient leurs déplacements sur les lieux pour s'enquérir de la situation et vérifier l'état des troupes dont la mission essentielle est d'éviter l'infiltration des terroristes de Daesh. En moins d'une semaine, le général-major de la Gendarmerie nationale et le vice-ministre de la Défense ont été inspecter le dispositif militaire appuyé par les éléments des gardes-frontières.

Le dispositif en question, doit-on le rappeler, a été mis en place en 2011 déjà, soit peu de temps après la guerre qui a éclaté entre factions rivales suite à la chute d'El-Keddafi. Il avait été ensuite renforcé en 2013 après la fameuse attaque perpétrée à Tiguentourine. Il faut également savoir que pour tenter d'épargner à la Libye et à toutes les régions limitrophes une situation dangereuse engendrée par cette intervention étrangère, un véritable forcing diplomatique continue à s'exercer sur les Libyens afin de parvenir à une issue pacifique et politique.

Dans ce cadre, une réunion des pays voisins de la Libye, l'Algérie en fera partie, devrait avoir lieu incessamment à Tunis en vue d'aider les Libyens à installer «au plus vite» ce gouvernement d'union nationale tant attendu par la communauté interna-



Photo : DR

Les militaires au niveau de la frontière libyenne.

tionale qui siègera à Tripoli. Le pari est difficile. En Europe comme aux Etats-Unis, la Libye a été sommée de mettre sur pied ce gouvernement «sans délai» faute de quoi une force militaire bombardera prochainement les positions de Daesh qui compte environ 3000 hommes. Or, il se trouve que Tripoli est actuellement aux mains d'un gouvernement rival à celui soutenu par la communauté internationale et soutenu de plus par

des milices islamistes affiliées à Daesh. La carte de la dernière chance est entre les mains du Parlement libyen (reconnu par la communauté internationale) qui cherche, depuis quelques jours, à mettre en place un «cabinet d'union» composé de neuf membres de factions rivales. Prévue pour cette semaine, cette annonce, d'une importance capitale, a été reportée à dimanche prochain.

A. C.

AMMAL (BOUMERDÈS)

2 terroristes de la katibat El Arqam abattus

Selon des informations locales, les forces de l'ANP ont éliminé 2 terroristes armés. L'élimination de ces 2 hommes armés est intervenue hier en début d'après-midi à la suite d'une opération menée aux alentours du village des Aït Smaïl dans la commune de Ammal au sud-est de la wilaya de Boumerdès. Des armes, des munitions et des téléphones portables ont été saisis sur les corps des 2 terroristes qui faisaient certainement partie de ce qui reste de la sinistre katibat El Arqam.

Abachi L.

RAPPORT STATISTIQUE DE PLUSIEURS ORGANISMES INTERNATIONAUX

L'Algérie 13^e importateur mondial d'armes

Si le rapport qui vient d'être publié (février 2016) porte pour auteurs Luc Mampaey et Christophe Stiernon du GRIP, les données statistiques qui y figurent ont pour source plusieurs travaux : ceux de SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) ; de Small Arms Survey (SAS de Genève) ; des statistiques économiques d'Eurostat ; de l'OCDE ou encore de la Banque mondiale. C'est dire que les données compulsées par le rapport sont diverses et variées et la synthèse qui en a découlé riche en informations.

Que nous apprend ce panorama, le plus récent, consacré à une analyse condensée des tendances en matière de dépense militaires, de production et de commerce des armes ? Très globalement et pour ce qui est des dépenses militaires dans le monde pour l'année 2014, elles s'élèvent à 1776 milliards USD et correspondent à 2,3 du PIB mondial, soit 245 USD par habitant.

Ce chiffre global est en baisse de 0,4% par rapport à 2013. S'il est confirmé une tendance, observée depuis 2012, à la baisse celle-ci est un fait pour les Etats-Unis et l'Europe, mais le reste du monde accuse une augmentation des dépenses liée exclusivement aux conflits, notamment en Ukraine, en Irak, en Syrie, tendance haussière qui se poursuivra sans aucun doute.

Les auteurs notent, par ailleurs, qu'avec la chute des prix du pétrole observée depuis la fin de 2014, certains pays producteurs, dont le budget dépend fortement des revenus pétroliers, pourraient voir leur dépense militaire baisser.

Par grandes régions, les dépenses militaires sont de 46,5 milliards de dollars pour l'Afrique (dont 19,2 pour l'Afrique du Nord et 27,2 pour l'Afrique sub-saharienne) ; le Moyen-Orient 181,2 milliards alors qu'en Amérique (du Nord, centrale et

Caraïbes et Amérique du Sud) ces dépenses s'élèvent à 675, 5 milliards \$; en Europe (de l'Est, Orientale et Centrale) elles atteignent 391,1 milliards de \$ et nettement moins élevées que l'Asie et l'Océanie (Asie Centrale et du Sud, Asie de l'Est et Océanie) qui enregistrent 439 milliards de \$ de dépenses.

Le budget militaire algérien est le plus important du continent africain

En s'attardant sur la région Afrique du Nord, l'on relèvera que l'Afrique dans sa globalité est le continent qui a dépensé le plus militairement entre 2005 et 2014, soit + 91,2% , même si cette augmentation ne représente que 2, 7% des dépenses mondiales en la matière. Notons, toutefois, que c'est dans la sous-région Afrique du Nord que cette croissance est la plus marquée, soit 144,4% entre 2005 et 2014. C'est l'Algérie, note le rapport, qui a plus que triplé en dix ans ses dépenses militaires et progressé de 12,2%, pour atteindre 11,3 milliards US en 2014. Aidé par des prix de pétrole élevés jusqu'alors, le budget militaire algérien est le plus important du continent africain.

En Afrique sub-saharienne qui enregistre une augmentation de 4,8%



Système de missiles sol-air S-400.

des dépenses militaires en 2014, trois pays détiennent la plus forte croissance dans le monde en dépenses militaires : la République démocratique du Congo (88%) , la Gambie (55%) et la Namibie. Quant au budget militaire, c'est l'Angola qui détient le haut du pavé juste avant l'Afrique du Sud et le Nigeria.

Au Moyen-Orient, les revenus pétroliers importants des pays producteurs ont permis une augmentation de 57% des dépenses militaires entre 2005 et 2014. Avec la crise syrienne et la montée en puissance de Daesh entre 2013 et 2014, le Moyen-Orient est la deuxième région du monde qui enregistre la croissance la plus forte du monde 5,2%, avec en premier, l'Arabie Saoudite suivie de l'Irak et du Liban.

Les auteurs notent, toutefois, que la région Moyen-Orient souffre d'absence de données récentes, notamment pour l'Iran, le Koweït, le Qatar et la Syrie. Il est précisé en outre que

les données du Qatar qui remontent à 2010 évoquent un budget militaire de 1,9 milliard \$ et que des commandes d'armement de 24 milliards de dollars US en 2014 n'ont pas été prises en compte dans la partie afférente à cette région.

En résumé pour ce qui concerne les dépenses militaires, les Etats-Unis à eux seuls dépensent 34, 3% des dépenses totales du monde, même si leur budget est en constante diminution. Ils sont suivis par la Chine 12%, la Russie 4,8%, l'Arabie Saoudite 4,5% et la France 3,5% .

A eux seuls, ces 5 premiers pays totalisent 59,3% des dépenses mondiales alors que leur population ne représente que 26% de la population mondiale.

Mais où se situe la production mondiale d'armement ? Sur les 100 premières entreprises de fabrication de l'armement, 42 sont américaines ; 24 sont européennes et le reste dans le reste du monde (y compris les

pays européens non-membres de l'UE). Le rapport note que ces dernières années, certains pays dits émergents sont entrés dans le marché de fabrication des armes. Sur les 24 firmes d'armement installées dans les pays de l'UE, 10 ont leur siège au Royaume-Uni et 5 en France.

La Russie, quant à elle, occupe les quatre premières places du groupe des 34 firmes installées dans le reste du monde.

L'Algérie : 13^e importateur mondial d'armes

Quant au chiffre d'affaires du secteur de l'armement, il est en régression en 2014 pour la 4^{ème} année consécutive, et ce, eu égard à la crise financière et aux mesures de réduction des déficits publics et se trouve aussi la conséquence des retraits des troupes d'Irak et d'Afghanistan qui offraient, alors, des débouchés importants en terme d'armement.

Toutefois, cette régression a amené les fabricants d'armes à élargir leur périmètre d'activité à «la militarisation de la sécurité».

C'est ainsi que l'on observe de nouvelles stratégies de vente consistant pour les leaders du secteur à «s'implanter solidement sur les nouveaux marchés ouverts par les enjeux de sécurité nationale tels que la cybersécurité, la protection des infrastructures stratégiques, la sécurisation des flux industriels ou encore la surveillance des frontières», ce dernier domaine, affirme le rapport, «étant sur la voie d'une réelle militarisation impliquant le recours à des drones d'origine militaire».

Notons, enfin, que l'Algérie occupe la 11^e place parmi les 60 principaux importateurs d'armement entre 2005 et 2014.

Khedidja Baba Ahmed